

QUELQUES HISTOIRES DU 1^{er} MAI

C'est au cours d'un Congrès à l'initiative des syndicats français, en juillet 1889, qu'a été décidée la création d'« **une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que, dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent en demeure de réduire légalement à 8 heures la journée de travail.** » Cette date a été, en accord avec l'American Federation of Labor, fixée au 1^{er} mai.



1^{er} mai 1890 : premières manifestations massives. L'objectif central est la journée de 8 heures, mais d'autres thèmes revendicatifs sont mis en avant.

L'année suivante, le 1^{er} mai est endeuillé par la Fusillade de Fourmies, dans les Ardennes. La troupe tire sur les grévistes, bilan : 9 morts, dont 8 manifestants de moins de 21 ans, parmi lesquels une jeune ouvrière qui restera comme un symbole, Marie Blondeau, et 35 blessés.

Entre 1906 et 1936, les manifestations du 1^{er} mai seront toujours puissantes, particulièrement face au fascisme qui se profile.

1941 : en pleine occupation allemande, les autorités de Pétain institutionnalisent le 1^{er} mai, désormais désigné comme « fête du travail et de la concorde sociale ». Il devient chômé et le sens originel en est détourné ; on le rattache aux vieilles coutumes religieuses, on y associe le muguet, (symbole religieux, parfois appelé « larmes de la Vierge) lequel refoule l'églantine (symbole révolutionnaire). Le muguet, symbole contre-révolutionnaire, cher au régime de Vichy, illustre désormais une journée qu'autrefois on voulait révolutionnaire.

Après la Libération, le 1^{er} mai est universellement célébré et depuis 1947, c'est un jour férié, **obligatoirement chômé et payé.**

En 1968, alors que depuis 15 ans, le gouvernement a interdit à la CGT toute manifestation de rue, elle appelle à un grand défilé à Paris, de la République à la Bastille : près de 100 000 travailleurs manifesteront, démonstration évidente que les conditions sont réunies pour une explosion sociale.

En 2002, c'est une marée humaine qui défilera, suite à la présence du Front National au 2^{ème} tour des présidentielles (ce n'était hélas que le début de sa progression).

En cette année 2021, le pouvoir en place espérait un 1^{er} Mai avec des manifestations clairsemées. Manque de chance : malgré la pandémie, ce fut une réussite et c'est bien ça qui le gêne : le peuple reste mobilisé malgré la mise en place des lois liberticides. Cependant, les agressions envers nos militants dans le cortège du 1^{er} mai nous ramènent à une époque, pas si lointaine, où la classe dominante collaborait avec l'ennemi pour sauver sa peau. Les autorités en place sont entièrement responsables de ce qui s'est passé, en ne réagissant pas, voire en organisant le désordre et la violence : face aux provocations (insultes xénophobes, racistes, homophobes), aux violences (21 blessés), la police est restée passive, sans jamais intervenir. Quant à la préfecture, elle a modifié, à la dernière minute, les issues de sortie de la manif.

Car qui aujourd'hui a intérêt à laisser faire ce genre d'action ? Qui aujourd'hui a intérêt à nous faire taire si ce n'est, le Medef, Macron, la classe bourgeoise dans son ensemble ?

CE 1^{ER} MAI, JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE POUR LES DROITS DES TRAVAILLEURS, A BEL ET BIEN ÉTÉ LA DÉMONSTRATION ÉVIDENTE QU'IL FAUT DÉSORMAIS VIRER LE CAPITALISME ET SES VALETS, POUR CHANGER DE SOCIÉTÉ.

Sommaire

1. L'édito
2. L'action
3. L'information
4. L'orga, le Point. La vie des sections.

FNIC CGT Case 429 - 263 rue de Paris
93514 Montreuil Cedex
Tél. 01.84.21.33.00-
<http://www.fnic-cgt.fr> - E-mail : contact@fnic-cgt.fr
Mensuel - 1,06 €
Directeur de publication : Emmanuel LEPINE
ISSN : 2112-2776
Commission Paritaire : 0124 S 08416

Il fait de moins en moins bon être retraité en France.

Selon un rapport annuel du Conseil d'orientation des retraites, le niveau de vie des retraités continue de baisser, dressant d'ailleurs un constat annuel alarmant. On ne pourra pas nous accuser d'être de parti pris : ces informations ont été relevées dans « les Echos » ainsi que « Capital », des journaux qui sont bien loin de propager des idées révolutionnaires, voire empreintes de justice sociale.

Gel des pensions, hausse des cotisations, coût de la santé, ont eu pour effet d'appauvrir les retraités.

En effet, dans l'attente d'une Sécurité sociale à 100 %, nous sommes bien obligés de recourir à la souscription d'une complémentaire santé, dont le coût est exorbitant. Pour celles et ceux d'entre nous ayant bénéficié d'une couverture santé dans le cadre d'une entreprise, son coût n'est plus le même.

Nous ne devrions pas nous sentir démunis face à cette situation. Il est vrai que nous n'avons plus les moyens de faire plier le patronat par des actions, des grèves, et qu'il nous est donc difficile de nous faire entendre.

Mais il nous reste des cartes à jouer : nous, à la CGT, avons pour principe essentiel la solidarité de classe. Et si nous avons seulement cessé de travailler, nous n'en demeurons pas moins, actifs et retraités, des militants ayant les mêmes intérêts. Quoi de plus normal alors que de requérir le soutien de nos camarades actifs ?

Dans cette logique, nous voulons, aujourd'hui, proposer à toutes les sections de retraités de s'adresser à leurs syndicats d'actifs, afin qu'ils portent dans les réunions CSE et paritaires, nos revendications communes, actifs et retraités, notamment :

- **contribution de l'employeur au coût de la complémentaire santé de l'entreprise pour les retraités,**
- **augmentation de la dotation sociale au CSE pour faire bénéficier les retraités des activités de vacances, de loisirs, de culture et de sports proposées par le CSE.**

En outre, il est essentiel que retraités et actifs puissions travailler ensemble en amont sur le suivi post-professionnel.

Par ailleurs, avec les différentes mesures appliquées sur les pensions de retraite, notamment le gel de nos pensions, de base et complémentaires, il se trouve que la revalorisation de celles-ci sur les dix dernières années n'a atteint que 3,3 % face à une inflation de 12 %. Est-il normal, simplement parce que nous n'avons plus d'activité salariée, d'accepter de vivre de moins en moins bien ? Là encore, nous nous adressons à nos Camarades siégeant dans les Conseils d'Administration CNAV, ARRCO et AGIRC, pour qu'ils et elles défendent cette revendication :

- **revalorisation des pensions de retraite, de base et complémentaires, sur la base de l'augmentation des salaires et non des prix,**
- **rattrapage rétroactif 2021.**

Enfin, au plan national, nous souhaitons, au niveau de toute la CGT, être entendus à propos de la CSG : loin de demander la suppression de sa seule augmentation, nous demandons sa disparition et son remplacement en cotisation sociale : 60 % patronale, 40 % salariale avec hausse correspondante du salaire brut.

CAMARADES, le syndicalisme intergénérationnel CGT c'est l'élaboration et la défense des revendications aussi bien des actifs que des retraités. ENSEMBLE, NOUS ARRACHERONS AU GOUVERNEMENT ET AU PATRONAT DE NOUVEAUX DROITS SOCIAUX POUR AUJOURD'HUI ET POUR DEMAIN, SOYONS FIERS DE LES DÉFENDRE.

L'extrême droite s'affiche

L'extrême droite se sert toujours des victimes de faits divers et d'attentats comme de chair électorale. Elle ne veut pas résoudre le problème du terrorisme, elle s'en nourrit au contraire et porte dessus une analyse simpliste se résumant à « c'est la faute à l'immigration » sans jamais réfléchir à ce qui fait que des millions de personnes quittent leurs pays pour chercher une vie meilleure.

La cause profonde du terrorisme c'est le capitalisme, exploitant les travailleurs pour s'engraisser à leurs dépens, provoquant les guerres, notamment au Moyen-Orient, soutenant le régime raciste d'Israël qui anéantit la Palestine.

Si l'extrême droite se concentre uniquement sur l'immigration présentée comme seule cause du terrorisme, c'est parce qu'elle est par essence ultra libérale. Les représentants du RN ne s'expriment jamais sur les pillages de l'Etat français en Afrique, ou sur les guerres auxquelles il se livre dans le but de servir les intérêts capitalistes, notamment ceux de l'industrie d'armement.

L'extrême droite n'est en réalité rien d'autre que le laquais de la bourgeoisie. Ses propositions démagogiques ne régleront jamais le problème du terrorisme puisque c'est là son terreau : elle prospère politiquement dessus. Pour vivre dans un Monde en paix, il nous faut donc détruire le capitalisme !

L'extrême droite se combat au quotidien, dans les entreprises et dans la rue.

Darmanin et ses drones.

Mediapart a révélé qu'en 2020, G. Darmanin a écrit à la CNIL, (qui l'avait informé d'une procédure de sanction au sujet de son utilisation des drones), pour lui demander, « dans l'éventualité où une sanction serait prononcée, à ne pas la rendre publique ni l'assortir d'une injonction de cesser les usages des drones » ou, à tout le moins, qu'elle soit assortie d'un « délai de six mois pour permettre au ministère de la mettre en oeuvre ». « Les conséquences » de la publicité d'une telle sanction seraient en effet « susceptibles de nuire aux travaux parlementaires en cours », précisait Darmanin, alors que l'Assemblée nationale débattait de la proposition de loi « Sécurité globale », prévoyant notamment la généralisation de l'utilisation des drones par les forces de l'ordre.

LA QUESTION DES RÉFUGIÉS DIVISE LEPÉNISTES ET MACRONISTES



l'international

Situation en Colombie.

Une vague contestataire, rassemblant des syndicats de divers secteurs, des étudiants, des indigènes ainsi que des défenseurs de l'environnement, et qui dure depuis le 28 avril, a fait au moins 24 morts et 850 blessés. Les manifestants réclament notamment une amélioration des politiques de santé, d'éducation, de sécurité et dénoncent les abus des forces de l'ordre.

Rien qu'en 2020, on a recensé le meurtre de 310 dirigeants sociaux, et en 2021, 32 massacres ont été commis par des groupes armés d'extrême-droite. Toujours cette même année, on déplore l'assassinat de 57 leaders sociaux, dans une totale impunité.

L'Etat colombien commet un véritable génocide contre son peuple. Des mobilisations de soutien aux manifestants colombiens voient le jour dans le monde entier.

L'Agenda

□ PROCHAIN CONSEIL NATIONAL LE 15 JUIN

FNI AU 11 MAI 2021



Chers camarades, à l'analyse de ce tableau, on ne peut malheureusement qu'établir un constat négatif : la courbe est descendante depuis ces dix dernières années. **Pour ce qui est de 2019, il manque 88 FNI et sur 2020, 351 n'ont toujours pas été collectés.**

Au risque de rabâcher toujours la même litanie, nous alertons sur cette situation : **c'est par les cotisations, par son nombre d'adhérents, que vit notre organisation.** Merci aux collecteurs d'agir rapidement pour rattraper les retards.



Conséquences de la crise sanitaire et des choix économiques sur la malnutrition dans le monde

Les crises sanitaires ont prouvé par le passé que davantage de personnes peuvent mourir des conséquences indirectes d'une épidémie que de la maladie elle-même. Avec des millions de personnes déjà plongées dans la pauvreté et la famine, la lutte contre la covid-19 n'est en rien différente.

La faim dans le monde tue annuellement environ 10 millions de personnes dont 3,5 millions d'enfants de moins de 5 ans. Aujourd'hui 690 millions d'êtres humains sont malnutris soit 8,9 % de la population mondiale.

À en croire l'ONU, ces chiffres sont appelés à croître en raison de la crise sanitaire : rupture des chaînes d'approvisionnement, raréfaction des aliments, augmentation des prix : ainsi, le nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire pourrait doubler cette année, affectant 265 millions de personnes et près de 500 millions de personnes risquent de basculer dans la pauvreté, d'après les Nations Unies, pour bientôt dépasser le milliard.

Ceci est encore une illustration, bien lamentable, de la nécessité de transformer radicalement les actuels modèles de société basés sur le profit en faveur d'un modèle collectif profitant à tous les êtres humains.

